

AUJOURD'HUI

Hebdomadaire libertaire

Arty show

Notre participation au comptoir du livre In Folio nous a conduit à effectuer un arrêt pour exposer quelques choses que nous pensons de l'art

Lorsque nous avons commencé AUJOURD'HUI, nous comptons bien avoir l'occasion de nous intéresser au domaine de l'expression artistique, au travers de toutes ses manifestations (littérature, arts plastiques, cinéma, etc.). Pour l'instant, force nous est de constater que l'occasion s'est bien rarement présentée. Certainement, que nous avons été aveugles et sourds, bien involontairement, à des réalisations qui étaient susceptibles de nous intéresser, et de présenter des similitudes, de quelque ordre que ce soit, avec notre propre tentative. Mais certainement aussi que l'activité artistique et littéraire localement, comme internationalement, n'offre pas, dans sa majorité, ce que nous en attendons, c'est-à-dire, qu'elle participe à la remise en cause de l'organisation sociale et économique capitaliste et de la vie quotidienne aliénante qui en est le produit.

Globalement, l'art n'est pas ce que certaines de ses promesses radicales ont pu laisser espérer. Qu'avons-nous, en fait? Un art économique, fréquemment subventionné par l'État, le plus souvent nombrilliste, tout entier mobilisé à, justement, faire de l'art, recroquevillé sur ses positions, emmaillotté dans l'idée sacrée de culture, enfermé dans les lieux de médiation spécialisés que sont les musées, les galeries, les librairies. Un art, aussi, étouffé par le discours tenu à son sujet, et, souvent, par les artistes eux-mêmes. Un art, enfin, maniant les valeurs du public auquel il est finalement destiné : la bourgeoisie. Pour le reste, la rutilante machine médiatique y pourvoie.

Il n'est pas question de dire que dans ce système, certains artistes ou écri-



Monochrome noir

vains, ne mènent pas une entreprise honnête, ou même tentent d'aller contre la machine artistique, pas plus qu'il ne s'agit de médire de ceux qui y gagnent, chichement, leur vie. Nous voulons, juste, parler d'une réalité artistique générale qui n'est qu'une partie du grand marché mondial, et qui, par certains de ses représentants particuliers, s'en trouve très bien.

Si notre déception rejoint celle de Colin Ward lorsqu'il déclare, parlant du XXe siècle, que « *c'est encore la bourgeoisie qui forme la clientèle de tout [...] art révolutionnaire. A part, bien sûr, l'État* », nous espérons trouvé dans ce qui se fait aujourd'hui, au moins des traces d'un art dont les « auteurs » ne puissent concevoir leur art comme ne pouvant exister pleinement dans la perspective d'une société radicalement nouvelle.

Hugo Kérec

PAS FUN !

Selon un quotidien de la place, qui fait de la réputation nationale et internationale de Genève son cheval de bataille favori, Genève vient de perdre un extraordinaire fleuron, un de ces événements dont seuls nous autres habitants du bout du lac aurions le secret et qui font notre renommée bien au-delà des frontières : il s'agit de la manifestation qui regroupe, chaque année à Palexpo, de nombreux jeunes gens venant admirer les évolutions virevoltantes de quelques surfeurs. Damned! Genève a perdu son surf en salle (lequel émigre outre-Sarine)! Quel dommage, pleurent certains, tant mieux, soupirent d'autres (dont nous sommes), excédés de tant de bêtise qui fait transporter des tonnes de neige par dizaines de camions – merci pour la pollution – afin de proposer un spectacle dont la production nécessite, outre la blanche matière, force décibels, fumigènes et autres artifices, lesquels ne parviennent qu'à grand peine à masquer sa plus totale inanité. Le sport-lun-spectacle a ses raisons que la raison ignore.

Les organisateurs de ce triste cirque assurent, la bouche en cœur, que leur vœu le plus cher serait que leur manifestation ne quitte pas Genève. Mais cela est impossible, martèlent-ils, car Genève possède encore un impôt quasi moyen-âgeux, le droit des pauvres, qui rend inaccessible le billet d'entrée aux jeunes en mal d'émotions fortes.

Eh! Avec un peu de chance, le droit des pauvres pourrait aussi nous débarrasser du Supercross!

Opinion

Nous et la gauche sommes dans un bateau

Luttes

Luttes sociales contre stratégie globale

Monde

Les Indiens, victimes privilégiées du système

Écrivez-nous !

AUJOURD'HUI c/o Aide Mutuelle
case postale 664, 1211 Genève 4

Opinion

Grosse fatigue ou une critique de la gauche

L'anarchisme dont nous nous réclamons partage des racines communes avec les autres courants du socialisme, dont sont issues toutes les composantes de la gauche suisse actuelle. Mais nous divergeons fondamentalement quant à nos idées et à nos volontés. Cet article, sans prétendre épuiser le sujet, présente les raisons qui nous conduisent à critiquer régulièrement nos très lointains cousins

Lors de son allocution du premier mai à Genève Ruth Dreyfuss, bruyamment prise à partie par de jeunes militants marxistes, leur rétorqua, à peu près, que s'il était facile de crier, il l'était beaucoup moins d'œuvrer, comme elle, au changement en affrontant la réalité. Déstabilisée, elle en appela au nécessaire réalisme qu'imposait la situation, brandissant ses succèsifs compromis et compromissions comme autant de victoires de cet esprit de réalisme. Ce triste épisode révéla parfaitement le désarroi de la gauche de gouvernement lorsqu'il s'agit pour elle d'apparaître comme étant de gauche. Il faut chercher les origines de cette situation dans la période de l'immédiat après guerre qui vit la gauche suisse, qu'elle soit syndicale ou parlementaire, entreprendre de collaborer avec la droite capitaliste. Ce choix (les fameuses paix du travail et formules magiques) put apparaître, d'un certain point de vue (maniaquement réformiste), comme étant judicieux. Certes, on était loin du grand soir, mais une « certaine prospérité » (les guillemets pour dire que sa nature exacte mériterait d'être examinée d'un peu plus près) était au rendez-vous pour beaucoup de suisses, et la santé des entreprises faisait la joue fraîche à bon nombre de travailleurs suisses. Mais, las, la récente nouvelle donne mondiale bouscule tout cela, les exploités se rendant compte que le consensus helvétique n'a plus de raison d'être, et que, même, il s'avère singulièrement handicapant dans la conduite raisonnée des affaires. Nous assistons, alors, au spectacle d'une gauche de gouvernement et syndicale, totalement prise de cours, qui, voyant s'échouer sa belle stratégie, sans en avoir aucune de rechange, est contrainte d'accompagner l'application de la pire politique de droite, et charger, à l'instar d'une Ruth Dreyfuss ou de syndicats refusant de s'opposer à des lois



Monochrome rouge (reproduction noir et blanc)

contre les travailleurs, de l'exécution des basses œuvres, sous peine de disparaître du paysage. Prisonnière de sa tradition consensuelle, face à un adversaire qui y tourne le dos, cette gauche ne peut que poursuivre son processus d'intégration au système, en perdant, toujours un peu plus, ce qu'elle avait de « gauche ». Ce qu'il faut retenir de cette participation au pouvoir, c'est que si la gauche a totalement échoué dans sa tentative de changer la société, le pouvoir a parfaitement réussi la transformation de la gauche.

Si nous avons pris la peine de dresser ce court tableau, c'est que cette tradition de gestion du système capitaliste, qui fut, et est encore, celle de la gauche permet de comprendre la nature du terrain politique et social suisse, notamment dans la mesure où elle a durablement marqué l'ensemble des pratiques de contestation et d'opposition sociale de ce pays. A ce sujet, nous avons relevé dans Aujourd'hui, déjà à plusieurs reprises, la profondeur de l'enracinement de la croyance dans les vertus de la démocratie directe qui fait que chaque mesure réactionnaire ou antisociale voit, aussitôt, la mise en route, par quelqu'une des forces de gauche, d'une initiative qui si elle peut, rencontrant le succès, ralentir la mise

en œuvre des mesures contestées, n'en empêche jamais l'application finale. Ce « juridisme » social révèle toute son inefficacité maintenant que réapparaissent, dans toutes leur dureté, les antagonismes sociaux et économiques jusque là recouvert de la peinture mensongère du consensus. L'ancienne façon d'envisager la société suisse comme un bateau où, certes, il y aurait des officiers et des soutiers, mais que, totalement, tous aurait intérêt à maintenir le bateau à flot, a fait long feu, et les officiers n'hésitent pas à saborder l'embarcation et à envoyer pardessus bord les braves soutiers. Cette nouvelle réalité doit apparaître à tous ceux qui veulent rompre avec l'ordre existant.

Nos motifs de colère sont, sur de nombreux sujets, les mêmes que ceux de nombreux militants de la gauche parlementaire ou des milieux associatifs, et nous nous opposons à tout ce qui peut péjorer les conditions de vie des individus. Par contre, pour nous, il ne s'agit pas de réaménager, une énième fois, un système dont nous souhaitons voir la fin, mais de conserver les moyens de s'y opposer. Dans ce combat, nous espérons que nos méthodes de non-collaboration finiront par prévaloir.

G. Amista

Luttes

Mal-logés, bien organisés

Loin des scènes médiatiques, se mènent partout des luttes locales qui révèlent la capacité de révolte et d'auto-organisation des personnes. Ces actions locales contiennent des enseignements valables pour tous, partout

Depuis un mois environ, Aire sur Adour, bourgade des Landes, est le théâtre d'une petite révolution : l'affrontement entre un mouvement des « mal-logés, révoltés » et leurs propriétaires appuyés par les potentats locaux.

Les faits. Un militant de la CNT de Aire sur Adour, en problème avec son propriétaire qui refusait de faire des travaux nécessaires, et des voisins dans le même état d'esprit que lui, décidèrent de se mobiliser. Banderoles et tracts, l'action ne passa pas inaperçue. En tout, vingt familles se mobilisent, pour que cessent des situations de logement exécrables (trous au plafond où l'eau de pluie s'écoule, installations électriques à nu, caduques et interdites, l'eau dans une seule pièce, etc). La mairie, mouillée dans l'affaire, espérait bientôt racheter à un prix modeste un clos pas raccordé au tout à l'égout, résultat : à quelques mètres d'une place de jeu se trouvait une fosse septique de 1,80 m de profondeur, criminel.

Les mal-logés sont sur plusieurs fronts, informer la population et mener des actions publiques et collectives pour faire avancer leurs revendications : relogement de deux familles en HLM, travaux d'urgence, baisse des loyers, annulation des dettes. Ils ont exigé que la Direction Départementale de l'Action Sanitaire et Sociale inspecte les vingt appartements (chose faite) et constate l'urgence des travaux. Une solution se dessine pour le relogement des deux familles et le tout à l'égout est entrepris. Les mal-logés ont aussi lancé une action juridique, vouée à l'échec s'ils ne l'accompagnent pas d'une démarche publique (l'un des propriétaires est un avocat très connu dans la région). Enfin, ces familles qui se soutiennent et ont refoulé par deux fois des huissiers font preuve de solidarité en allant manifester leur soutien aux salariés d'une usine qui va fermer.

Cette lutte est exemplaire. Des abus graves (la procédure judiciaire nous interdit de révéler certains faits)

ont été commis à l'encontre des mal-logés parce qu'ils font partie de catégories sociales considérées comme marginales. RMIstes, tziganes etc. autant d'excuses utilisées par les propriétaires et les élus locaux pour faire croire qu'ils sont responsables de leurs conditions de vie, alors que, cyniquement, ceux-ci profitent de l'ignorance de leurs droits et des subtilités du langage administratif pour faire un maximum d'argent sur leur dos. Contrairement à ce que laissent croire les analyses marxistes, ce « lumpen proletariat » est capable de s'organiser. L'assemblée générale fonctionne toute seule et mène elle-même les actions programmées depuis un mois, sans baisse de motivation. L'aide de notre syndicat (CNT) se limite à une participation aux frais d'imprimerie, un conseil juridique et, éventuellement, une présence aux actions. Cette assemblée a obtenu pas mal de choses, débloquent en un mois une situation ancienne, et la suite promet davantage. D'autres locataires sont venus apporter leur soutien et annoncer que leurs propriétaires, non impliqués dans l'affaire, avaient commencé des travaux qui tardaient, de peur de voir leurs locataires rejoindre les « mal-logés ».

Enfin, il est intéressant de constater que les principes libertaires d'assemblée générale avec délégués mandatés et révocables sont une évidence et une nécessité pour ces locataires qui se méfient énormément des récupérations policières.

Pour finir, disons simplement que ce qui est possible dans une petite bourgade de 5000 habitants où le poids des potentats et les pressions sont énormes, l'est évidemment dans des villes plus importantes. La démarche des « mal-logés » est un exemple à suivre dans cette société où la logique qui veut toujours faire plus de fic à travers la misère et la nécessité de se loger en rentabilisant au maximum la propriété privée s'oppose au droit à un logement décent pour tous.

Jipé

Brève

Zut ! le café est froid avec tout ça

Du 25 au 27 mai s'est tenue à Montréal la Conférence de Montréal, grand-messe capitaliste, équivalent québécois du World Economic Forum de Davos et ayant pour thème l'Accord multilatéral sur les investissements (AMI) et ses bienfaits supposés. Quelques grands noms ont participé à ce raout, dont M. Daniel Johnston, secrétaire général de l'OCDE, organisation qui fait de l'AMI un de ses principaux chevaux de bataille. Les opposants québécois au capitalisme ont saisi l'occasion de cette conférence pour mener une manifestation de désobéissance civile non-violente intitulée Opération SaAMI. Le pari des organisateurs était que, quelle que soit l'attitude de la police (ar-

restations massives ou non, répression violente, ...), les manifestants non-violents ressortiraient « vainqueurs » devant l'opinion publique de la confrontation avec les forces de l'ordre. Lundi 25 mai matin, environ 300 manifestants ont ainsi bloqué toutes les entrées de l'hôtel Sheraton où devait se tenir la conférence. Les forces de police ont arrêté une centaine de personnes, dont la plupart ont été libérées dans la journée. Les manifestants ont porté des accusations d'arrestations illégales et brutales, ainsi que d'inculpations abusives contre la police et le pouvoir judiciaire. L'ouverture de la Conférence de Montréal a été retardée de quatre heures.

LA FABRIQUE DE LA VÉRITÉ

Le marché et ses serviteurs politiques et médiatiques travaillent sans relâche à la construction et la consolidation de l'idée que l'organisation de la société selon leurs intérêts est, en fait, son organisation naturelle. Leur intention est d'établir en dogmes ce que sont, en réalité leurs choix politiques, économiques et sociaux. Cette rubrique se veut une collection des produits de cette vaste usine à construire des « vérités ».

« Il y a une richesse générale créée par la libéralisation, mais il faut accepter que les bénéfices ne soient pas équitablement partagés dans la société. »

Contribution de Daniel Johnston, secrétaire général de l'OCDE, propos tenus lors d'une conférence de presse mardi 27 mai 1998 à Montréal (AFP)

Retrouvez
AUJOURD'HUI
sur Internet
www.tao.ca/~cas/aujourd.html

Les Amérindiens trinquent

Une campagne de stérilisation de femmes indiennes au Pérou vient s'ajouter à la longue liste des atrocités commises par le pouvoir politique et économique à l'égard des autochtones d'Amérique, que ce soit au Sud ou au Nord

Le Courrier du 27 mai 1998 relate une nouvelle effrayante : durant les années 1996 et 1997, le gouvernement péruvien de M. Fujimori aurait stérilisé, de force ou à leur insu, plus de 100 000 femmes d'ethnie quechua (autochtones vivant dans les régions andines) en faisant financer ce programme entre autre par l'Agence internationale de développement (AID) sise à Washington. Environ 1000 femmes opérées seraient décédées des suites d'interventions. Mais pour le ministre péruvien de la Santé Eduardo Yong Motta (en poste de 1994 à 1996), cette campagne « est un succès. Cela signifie que des erreurs chirurgicales ont été commises sur moins de 1 % des interventions. Il s'agit là d'une moyenne acceptable, si l'on pense aux conditions médicales précaires dans lesquelles doivent travailler certains médecins dans les campagnes »¹. Ce que le ministre en question ne dit pas, c'est que cette moyenne lui est certainement acceptable eu égard à la population concernée (des autochtones pauvres traitées, selon le Courrier, sans ménagement, et, surtout, sans aucune explication). Elle ne le serait sans aucun doute pas si sa classe sociale était soignée dans de telles « conditions médicales » ... Notons enfin que ces mesures de stérilisations sont prises dans le cadre de programmes portant les noms indécents de « Repro-Salud » et de « Maxi-Salud »².

Cette nouvelle vient à point nommé pour rappeler au monde occidental qu'en Amérique, du Sud comme du Nord, ainsi que partout dans le monde où des populations autochtones ont été colonisées, les luttes de ces dernières pour leur survie sont toujours d'une brûlante actualité. Par exemple, la liste des « malheurs » endurés durant les deux dernières décennies par les Indiens aux USA et au Canada est interminable et insoutenable : dépôts de déchets radioactifs, empoisonnement irrémédiable des ressources en eau potable dans les réserves indiennes suite à des rejets industriels de toxiques, entraînant cancers et malformations à la naissance, exploitation outrancière des ressources naturelles des réserves par des compagnies privées, utilisation de certaines réserves pour des essais militaires et des vols supersoniques à basse altitude, détournement de rivières et création d'immenses lacs artificiels



Général Georges A. Custer

pour la production d'hydro-électricité, construction de pipe-lines, d'installation de lancement de missiles... tout ceci accompagné de dénis incessants des droits des indigènes sur leurs territoires ainsi que de refus réitérés du pouvoir de reconnaître la légitimité de l'organisation sociale et politique des « premières nations »³.

Les indigènes, de par leur culture, leur rapport au monde naturel et leur mode particulier d'organisation sociale, ignorant parfaitement la notion de propriété du sol, et gérant les ressources naturelles de leurs territoires de manière rigoureuse et prévoyante⁴, ont été, dès le début de la conquête et de l'exploitation du Nouveau Monde par les Européens, des obstacles potentiels à cette exploitation. Tout d'abord décimés par un génocide brutal et presque parfait⁵, les Indiens sont ensuite parqués dans des réserves minuscules par rapport à leurs terres ancestrales, réserves dont le territoire ne revêt aucun intérêt pour les Blancs au moment de leur attribution. Ce n'est que plus tard, au milieu du XXe siècle, que l'on y découvre des gisements divers (charbon, pétrole, uranium...) et que les Indiens se trouvent confrontés aux agissements relatés plus haut.

Ajoutons à cela que les Indiens jouent, bien malgré eux, un fort opportun rôle de bouc émissaire. Accusés de bien des maux – alcoolisme, drogues, fainéantise... –, dont le plus grave est de dépendre totalement de l'aide sociale (après avoir perdu presque toute possibilité de vivre de leurs activités traditionnelles – chasse, pêche, cueillette, ... – il ne

leur reste malheureusement que cette solution) et donc, de vivre aux crochets des nouvelles populations, ils souffrent d'une réputation exécrable, réputation que bien entendu ni le pouvoir politique, ni les médias ne démentent, trop contents de pouvoir détourner l'attention du public à si bon compte. Par conséquent, les Indiens ne jouissent que d'un soutien très mince des gens qui, par leur position sociale, pourraient se trouver solidaires.

Que ce soit hier ou aujourd'hui, au Sud comme au Nord, les Amérindiens se sont trouvés en travers de la route que les Blancs voulaient emprunter, et ont dû céder la place par la force. C'est dans ce contexte très large et général qu'il convient de placer la campagne de stérilisation péruvienne, événement qui ne fait que s'ajouter à la liste déjà trop longue des avanies subies depuis plusieurs siècles par les autochtones américains.

F. Mirail

1. Le Courrier, 27 mai 1998
2. Noms que l'on peut traduire par « Reproduction-Santé » et « Maxi-Santé »
3. Les exemples cités sont tirés de PAC Robert, Les guerres indiennes aujourd'hui, éditions Messidor, Paris, 1989. Cet ouvrage contient en outre de nombreuses références bibliographiques (anglais et français). Notons que l'auteur n'emploie pas le mot de « luttes », mais celui de « guerres » pour qualifier les outrages subis par les Indiens et leur combat.
4. Il ne s'agit pas ici de dresser un portrait idyllique des sociétés amérindiennes, mais de relever leur adaptation intelligente et respectueuse à leur environnement naturel.
5. En 1518, la population autochtone d'Amérique du Sud et centrale est estimée à 70 millions d'individus. Ils sont 7 millions 67 ans plus tard. En Amérique du Nord, leur population passe de 10-12 millions en 1600 à 250 000 en 1900.

AUJOURD'HUI est un hebdomadaire du vendredi, réalisé par un collectif constitué au sein d'Aide Mutuelle. Ed. responsable: Claude Cantini. Tirage: 200 ex. Adresse: **AUJOURD'HUI** c/o Aide Mutuelle, case postale 664, 1211 Genève 4 Web: www.tao.ca/~cas/aujourd.html e-mail: edam.ch@tao.ca cas.ch@tao.ca